



## CONTRE L'INSTRUMENTALISATION RACISTE D'UN PRINCIPE ÉMANCIPATEUR, POUR UNE LAÏCITÉ INCLUSIVE.

*En décembre 2017, SUD ÉDUCATION RÉUNION avait dénoncé les propos scandaleux d'une Inspectrice générale de philosophie, qui réclamait l'application rigide dans notre académie de la loi de 2004 sur le port des signes religieux à l'école, et s'était permis à cette occasion d'affirmer avec le plus grand mépris qu'il fallait « rendre Mayotte aux Comores »... On le sait, ces exigences ont (malheureusement) été entendues : dans une (trop) fameuse circulaire adressée le 19 février, le Recteur d'académie demande aux chefs d'établissement « de veiller à ce que les élèves ne portent pas de signes ostentatoires d'appartenance religieuse ou communautaire (croix, kichali, bindi...) ». SUD ÉDUCATION RÉUNION réagit. Petit rappel : « SUD », ça veut dire Solidaires, Unitaires, Démocratiques...*

**« D » comme « Démocratiques ».**

À SUD ÉDUCATION RÉUNION, on n'est pas toujours d'accord sur tout – c'est d'abord ça, la démocratie –, et, comme ailleurs, la laïcité fait partie des points de friction. Ce qui fait débat, c'est – surtout – la loi de 2004 qui interdit le port de signes ostentatoires d'appartenance religieuse par les élèves. Certain-e-s d'entre nous estiment que cette loi complète utilement celle de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État et la neutralité religieuse des fonctionnaires ; il s'agirait de protéger nos élèves, et en particulier les filles, en faisant de l'École un lieu où elles-ils ne sont plus immédiatement soumis-es au pouvoir clérical et à ses relais (pressions familiales et environnementales). D'autres pensent au contraire que la loi de 2004 dénature le principe de laïcité, qui ne concernait à l'origine que les agents de l'État, et non les usagers des services publics ; ce n'est pas en forçant des jeunes filles à ôter un voile qu'elles disent, bien souvent, avoir choisi de porter, qu'on les libérera. Chacun aura reconnu l'interminable débat entre « laïcards » et « islamo-gauchistes » !

**« U » comme « Unitaires ».**

Pourtant, malgré la persistance de ce désaccord de fond, nous partageons bien évidemment un

certain nombre de principes et de revendications sur lesquels nous ne transigerons pas : la séparation des Églises et de l'État, et ses corrélats, la liberté religieuse – c'est-à-dire, aussi, bien sûr, la liberté de ne pas croire ! – et la laïcité de l'École publique ; la fin du financement public des établissements privés ; l'abrogation du statut concordataire d'Alsace-Lorraine ; la liberté scientifique et pédagogique face à toute forme d'intimidation obscurantiste...

**« S » comme « Solidaires ».**

Force est de constater qu'aujourd'hui, l'invocation de la laïcité sert systématiquement à stigmatiser les musulman-e-s (et, à la Réunion, plus particulièrement les Mahorais-es), boucs émissaires tout désignés et bien pratiques pour détourner la colère légitime que suscitent les ravages du capitalisme.

Nous dénonçons l'instrumentalisation de la laïcité, transformée en principe d'exclusion, par tous ceux qui, se drapant dans de grands principes « républicains », ne cherchent en fait qu'à diviser les classes populaires en instillant le racisme pour mieux imposer leur politique antisociale, renforçant ainsi mécaniquement les « communautarismes » qu'ils passent leur temps à dénoncer !

À l'inverse, nous concevons la laïcité comme un instrument d'émancipation et d'intégration au sein d'une communauté ouverte qui, sans gommer artificiellement les différences (à rebours de la nostalgie réactionnaire de l'uniforme !), se fonde sur la discussion et l'exercice de l'esprit critique.

À l'égard de celles et ceux que vise ce détournement raciste de la laïcité, nous affirmons notre solidarité et nous nous engageons à lutter, aux côtés de tou-te-s les Réunionnais-es scandalisé-e-s par ce déni brutal des spécificités culturelles de leur île, pour rendre son sens et sa fonction au principe de laïcité.

**Contacter SUD ÉDUCATION RÉUNION :**

**[contact@sudeducation974.org](mailto:contact@sudeducation974.org) / 06 92 14 47 85 (Eric) / dans l'Est : 06 92 38 58 63 (Benjamin)**